

# VD\_FINDINFO Arrêt / 2024 / 73 vom 18. März 2024

VD Tribunal cantonal, 2024-03-18, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_Arr\\_t\\_\\_2024\\_\\_73](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_Arr_t__2024__73)

FR: VD\_FINDINFO Arrêt / 2024 / 73 du 18 mars 2024

IT: VD\_FINDINFO Arrêt / 2024 / 73 del 18 marzo 2024

## Regeste

INDEMNITÉ EN CAS D'INSOLVABILITÉ, REJET DE LA DEMANDE, DILIGENCE, DOMMAGE, OBLIGATION DE RENSEIGNER, DROIT D'ÊTRE ENTENDU | 29 al. 2 Cst., 51 al. 1 let. a LACI, 55 al. 1 LACI, 27 LPGA

## Erwägungen

### E. 9

a) En définitive, le recours, mal fondé, doit être rejeté et la décision sur opposition confirmée. b) Il n'y a pas lieu de percevoir de frais judiciaires (art. 61 let. f bis LPGA), ni d'allouer de dépens au recourant, qui n'obtient pas gain de cause (art. 61 let. g LPGA). Par ces motifs, la juge unique prononce : I. Le recours est rejeté. II. La décision sur opposition rendue le 26 avril 2023 par la Caisse cantonale de chômage, Division juridique, est confirmée. III. Il n'est pas perçu de frais judiciaires, ni alloué de dépens. La juge unique :

Le greffier : Du L'arrêt qui précède est notifié à : ■ Mes Cedric Pope Krähenbühl et Stefano Fabbro (pour T. \_\_\_\_\_), ■ Caisse cantonale de chômage, Division juridique, - Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), par l'envoi de photocopies. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.